

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18064 - 70ÈME ANNÉE

Manifestations pour l'emploi à l'approche des élections départementales

Les Réunionnais veulent du travail, pas des illusions

L'équipe de France de handball n'est pas la première préoccupation des Réunionnais, ce n'est qu'une illusion. La réalité, c'est toujours le chômage, les emplois précaires et la pauvreté pour la majorité de la population. À l'approche des élections départementales, les mouvements pour l'emploi se multiplient. Un an après les municipales, de nombreuses promesses d'embauche faites pendant la campagne n'ont pas été tenues. À moins de deux mois des élections départementales, la révolte gronde.



File d'attente à un carrefour pour l'emploi. Taux de chômage à près de 30 % et près de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté. Certains candidats n'ont pour seul programme que des promesses d'emploi intenable, ce qui n'est pas sans conséquence.

Les campagnes électorales donnent lieu à toutes sortes de promesses de la part de candidats prêts à tout pour obtenir ou garder le pouvoir. Les municipales permettent à la démagogie d'atteindre des sommets à La Réunion. En effet, le taux de chômage est proche de 30 % dans notre

île. C'est la conséquence d'une crise qui a vu l'effondrement de l'industrie et de la société de plantation. Pour donner du travail aux planteurs ruinés, il y eut le démarrage du BTP dans les années 1960. Aujourd'hui, ce secteur est en pleine crise, il a perdu 10.000 emplois en quelques années, et il prévoit d'en supprimer encore 3.000 si les pou-

voirs publics n'apportent pas un soutien décisif. L'avenir de la filière canne est totalement incertain. Les chômeurs risquent donc de devenir majoritaires dans la population active.

À La Réunion, les principaux employeurs se concentrent dans une fonction publique qui ne respecte pas l'unité de traitement de ses

agents. Ce sont l'Education nationale, le Conseil général, la Région et les mairies. Ces dernières sont les premiers fournisseurs de travail dans la plupart des communes de l'île.

Pénurie d'emploi, abondance de promesses

En 2014, les Réunionnais ont élu 24 maires. Chacun a un pouvoir considérable dans une société de pénurie d'emploi : il décide de l'embauche des travailleurs des services communaux.

C'est pourquoi quand vient la campagne électorale, des candidats ou des maires sortants, prêts à tout pour se faire élire ou garder le pouvoir, promettent des emplois. Manifestement, les promesses dépassent les capacités réelles d'embauche de la commune, et nombreux sont ceux qui ont fait campagne pour un maire et qui ne voient pas leur situation s'améliorer.

Les élections départementales sont aussi l'occasion de promesses. Le futur Conseil départemental prendra la succession du Conseil général, la collectivité qui emploie le plus d'agents à La Réunion. Il n'est donc guère étonnant que l'emploi figure au centre des conversations.

Là où le bat blesse, c'est lorsque les élections sont rapprochées. Les déçus ont encore en mémoire la promesse non-tenue qu'ils voient débarquer dans leur quartier des

candidats qui déploient comme programme la même argumentation : voter et faites voter pour moi, vous aurez un travail.

«Promesses non tenues»

Pas étonnant que la population ait commencé à manifester un sentiment de révolte.

C'est ce qui s'est passé la semaine dernière à Bellepierre, Saint-Denis. Des chômeurs ont barré la route. L'un d'entre eux a même dit avoir prêté sa cour pour des meetings en faveur de la municipalité sortante, un autre avoir fait campagne pour l'équipe victorieuse des municipales de 2014 en échange d'un travail. Ils affirment donc que les promesses n'ont pas été respectées et ont barré la route. Le mouvement a débouché sur une rencontre avec la Mairie qui a proposé un accompagnement en lien avec Pôle emploi, mais pas de travail pour tous.

Dans l'Est lundi, c'est la CIREST et la Mairie de Saint-Benoît qui ont été prises à partie par des chômeurs de Bras-Fusil. Ils dénonçaient des «promesses non tenues». Le premier vice-président de la CIREST a dit les comprendre mais a déploré le mode d'action des manifestants. Quant à la mairie de Saint-Benoît, elle a justifié aussi son impossibilité de répondre aux demandes dans les colonnes du « Journal de l'île » : « Nous avons écouté leurs revendications

et nous leur avons proposé un accompagnement avec un adulte relais, mais ils doivent comprendre que la mairie ne peut pas embaucher tout le monde ».

Avec l'approche des élections, les promesses de candidats sans programme vont encore se multiplier. La tension va monter et les lendemains seront encore plus difficiles.

Rien ne change pour les abandonnés

Avec la baisse des dotations de l'État, les maires et les conseillers départementaux devront gérer avec des recettes en diminution. La pression va donc augmenter pour les politiciens clientélistes, car d'un côté le chômage augmente, et de l'autre les moyens pour embaucher diminuent. Les abandonnés se révoltent alors contre une classe politique qui a préféré maintenir le système actuel plutôt que de se battre pour le développement de La Réunion.

Pendant que la révolte gronde, des créations médiatiques tentent d'entretenir l'illusion. C'est le cas du parcours de l'équipe de France de handball. C'est aussi la mise en avant d'individus plutôt que de programmes quand il est question de politique.

Tout cela n'apporte rien aux abandonnés du système. Or, ces abandonnés forment à La Réunion la majorité de la population.

M.M.

Nos relations avec l'Union européenne

Younous Omarjee en Guadeloupe pour la 20ème conférence des Présidents des RUP

Le député de l'Union des Outre-mer participera à la 20e conférence des présidents des Régions ultrapériphériques de jeudi à samedi en Guadeloupe, précise un communiqué de son secrétariat parlementaire reproduit ci-après :

C'est en sa qualité de 1er Vice-Président de la Commission du développement Régional que Younous Omarjee se rendra du 5 au 7 février en Guadeloupe pour participer à la 20ème conférence des Députés des RUP. Il interviendra le vendredi 6 février devant les Présidents de Région, la Commission européenne, et les Ministres français, espagnol et portugais en charge des outre-mers, sur sa vision des perspectives stra-

tégiques dans les relations entre les RUP et l'UE.

Il rencontrera également le vendredi 6 janvier en bilatérale la Commissaire européenne au développement régional, Corina Cretu.

La participation du député à cette conférence sera aussi l'occasion pour lui de faire le bilan avec les

différents Présidents de Région sur la gestion des fonds de cohésion pour la période 2007-2013, et d'aborder la question de la mise en œuvre des fonds structurels pour la période 2014-2020.

Edito

«Un gisement d'économies dans la politique du logement»

Dans son dernier numéro, la Lettre de la FEDOM évoque le dossier du logement. La Fédération des patrons d'Outre-mer rend compte d'une déclaration de la ministre des Outre-mer. George Paulangevin aurait pris bonne note des inquiétudes du BTP : « cela se transcrira dans un « plan logement » qui sera signé en février avec la ministre du Logement, Sylvia Pinel. Ce plan devrait aussi avoir un effet d'entraînement sur le secteur du BTP, très lié à la commande publique dans ces territoires », dit-elle citée par la Lettre de la FEDOM.

Ce Plan logement fait écho à la publication d'un rapport conjoint du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des finances. Ces institutions constatent que les 46 milliards consacrés au logement pourraient être mieux employés. Cité par la Lettre de la FEDOM, le secrétaire d'État au Budget, estimait en décembre «qu'il y a, à l'évidence, un gisement d'économies dans la politique du logement».

Voilà qui pose question sur l'objectif du Plan logement. S'agit-il d'appliquer une politique d'austérité au logement, et donc d'accroître le désengagement de l'État ? Le Plan logement vise-t-il à redéployer des crédits jugés inefficaces dans un secteur vers d'autres où les finances manquent ?

À La Réunion, il manque toujours plus de 20.000 logements sociaux. Des fonds sont aussi nécessaires pour la remise aux normes des anciens immeubles. Sans oublier que la crise du BTP s'explique en grande partie par l'effondrement

de la production de logements. Le BTP était capable d'en construire plus de 10.000 par an quand il comptait plus de 25.000 travailleurs dans ces effectifs, ce qui est maintenant loin d'être le cas.

Vendredi dernier, les professionnels du BTP ont organisé une rencontre avec les élus. Ce secteur a perdu plus de 10.000 emplois en quelques années, et 3.000 pourraient être supprimés cette année si la même politique était poursuivie. Une proposition de Paul Vergès a obtenu l'adhésion de tout le monde, c'est l'envoi à Paris d'une délégation comportant tous les parlementaires, les présidents des collectivités et de l'association des maires, aux côtés des organisations du BTP pour porter au gouvernement la synthèse des débats et des revendications formulées vendredi dernier.

Le gouvernement compte proposer une nouvelle politique du logement. Le rassemblement le plus large donnera plus de poids aux revendications de La Réunion, afin que notre île ne fasse pas les frais d'un «gisement d'économies», et qu'au contraire elle puisse bénéficier du soutien accru de l'État pour éviter la catastrophe.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Législative partielle : l'UMP va-t-elle laisser gagner le FN ?

Sarkozy, Fillon et Wauquiez refusent d'appeler à voter contre l'extrême droite

Le premier tour de l'élection législative partielle dans le Doubs s'est traduit dimanche 1er février, par l'arrivée en tête du Front national, suivi du Parti Socialiste. Une surprise pour l'UMP, qui a été éliminée dès le premier tour. Pour le second tour, le principal parti d'opposition se divise. Juppé et NKM appellent à faire barrage à l'extrême droite, tandis que Sarkozy, Fillon et Wauquiez refusent de la combattre. La direction de l'UMP vient-elle de dévoiler sa stratégie pour la présidentielle ?



En 2002, le Front républicain avait permis d'empêcher l'extrême droite d'espérer gagner l'élection présidentielle. 13 ans plus tard, l'UMP née au lendemain de cette élection refuse le Front républicain lors d'une élection partielle suivie dans toute la France, ce qui peut permettre à l'extrême droite de gagner.

Ce résultat aura mis le parti et son nouveau président, Nicolas Sarkozy, dans une position complexe. A deux ans de l'élection présidentielle, l'élection était un test pour la nouvelle gouvernance de l'UMP.

À la lecture des résultats, Nicolas Sarkozy a dû réunir le mardi 3 février son bureau politique pour déterminer si le parti donne une consigne de vote ou préfère appeler au « ni-FN ni-PS ». Après 48 heures d'hésitation et de division au sein des cadres de l'UMP, Nicolas Sarkozy a annoncé : « Nous disons à nos électeurs, 'c'est à vous de décider' (mais) il n'y aura pas de complaisance avec le Front national dont la victoire nationale n'est plus impossible ».

Juppé et NKM appellent à faire barrage

Dès dimanche soir, à l'annonce des résultats, l'UMP s'est divisé sur la ligne à adopter. Le maire de Bor-

deaux, Alain Juppé, a appelé à « faire barrage au FN ». Ce dernier a averti les électeurs de droite contre l'« arrivée aux responsabilités nationales » du FN, présenté comme le « principal adversaire politique ».

À l'instar de nombreux représentants de l'UMP, Alain Juppé a refusé « un Front Républicain qui scellerait une alliance avec le PS », précisant toutefois que s'il était un électeur de la 4e circonscription du Doubs, « pour barrer la route à une candidate FN qui croit, entre autres choses, "en l'évidente inégalité des races", je ne m'abstiendrais pas, je voterais pour le candidat qui l'affronte, c'est-à-dire le candidat PS ». Une position partagée par Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a par contre défendu le principe du « front républicain ». « Si j'étais personnellement confrontée à ce choix, et avec regret, sans gaîté de cœur, je choisirais de voter pour le candidat qui est opposé au candidat du Front national », avait expliqué la numéro deux du parti.

Fillon : « impossible de voter PS »

De son côté, François Fillon a affirmé que c'est « impossible de voter PS », devant son groupe, selon l'Agence France Presse. L'ancien Premier ministre, a assuré dans un message sur son blog qu'il n'y aurait « aucune complaisance pour l'extrême droite et pas d'indulgence pour un gouvernement impuissant ! ». Même position pour le numéro trois de l'UMP, Laurent Wauquiez. Ce dernier a annoncé qu'il refusait d'appeler à voter pour le candidat PS face au FN, précisant qu'à titre personnel, il voterait « blanc ».

Pour de nombreux médias, l'accession du Front national au second tour de la législative partielle est le résultat d'une forte abstention et d'une perte massive d'électeurs pour le PS et l'UMP. Alors que de nombreux sondages réalisés ces deux dernières années mettent le FN au second tour de l'élection présidentielle, pour beaucoup cela est à la déroute des deux partis traditionnels : PS et UMP.

Face à la possibilité d'un duel à la présidentielle, la Droite et la Gauche tentent de faire appel à l'unité. Cependant à l'UMP la division reste intacte. Pour Nicolas Sarkozy, « une victoire du FN au plan national n'est plus hypothétique », pourtant, il ne donne pas de consignes de vote aux électeurs, leur demandant « de prendre en compte cette dimension ». Une dimension qui devrait se représenter aux prochaines élections, et qui donne le ton pour l'UMP. Cette situation laisse présager un même position lors des présidentielles de 2017, laissant alors la possibilité d'une victoire du FN.

Céline Tabou

Rapport de la Fondation Abbé Pierre

Près de 3,5 millions de mal-logés en France

Dans un rapport rendu public mardi 3 février, la Fondation Abbé Pierre a déploré la situation des centaines de milliers de ménages qui sont « aux portes du logement ». Le contexte s'aggrave et les dispositifs d'aides sont jugés défaillants et saturés.

La Fondation Abbé Pierre fait un constat « douloureux » du mal-logement en France. Son dernier rapport met en exergue la crise qui frappe violemment les familles et laisse à la rue de plus en plus de gens.

Un constat dur

Dans son 20^e rapport, intitulé « L'État du mal-logement en France », la Fondation Abbé Pierre assure qu'elle « ne s'imaginait pas devoir dresser un aussi dur constat de la situation actuelle ». Une occasion selon elle de « s'interroger sur les blocages structurels, sociaux ou idéologiques, qui produisent aujourd'hui une situation toujours aussi pénible pour plusieurs millions de nos concitoyens, dont plus de 3,5 millions sont mal logés ou même en errance ».

Près de dix millions de personnes sont en situation de fragilité par rapport au logement, dont 3,5 millions mal-logés au sens strict (sans domicile, en chambre d'hôtel, en camping, dans des abris de fortune, des logements insalubres ou dans des conditions de logement très difficile). La Fondation a recensé 694.000 personnes « privées de domicile personnel » (141.500 sans domicile, 19.485 en résidence sociale, 38.000 en chambre d'hôtel, 85.000 dans des « habitations de fortune » et 411.000 chez des tiers) ; près de 2,8 millions vivant dans des conditions de logement « très difficiles », sans confort ou très surpeuplés et 52.000 gens du voyage ne pouvant accéder à une aire d'accueil.

Ces chiffres alarmants mettent en évidence pour la Fondation les « manques criants de réponses à leurs besoins et à des labyrinthes institutionnels froids ou kafkaïens, oubliant que derrière chacun de ces millions de ménages, il y a des enfants, des femmes, des vieillards, des hommes, tordus de souffrance et de peur du lendemain, quand ce

n'est pas du soir même ».

Le nombre de ménages expulsés n'a pas fléchi, en 2013, 120.000 décisions d'expulsion pour impayés ont été rendues. Ces décisions touchent des personnes âgées seules à des familles monoparentales. Une situation qui explique le nombre croissant de sans domicile fixe. Le nombre de SDF a augmenté de 50 % en dix ans, avec 141.500 adultes et enfants concernées en



2012. Parmi eux, il est recensé de plus en plus de jeunes à la rue, de demandeurs d'asiles, et de malades psychiatriques.

« Les dispositifs d'aide ne sont plus adaptés et se sont engorgés », a expliqué Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation. Ainsi 1,8 million de ménages sont en attente d'un logement social, alors que seulement 450.000 sont attribués chaque année. À La Réunion, ce sont plus de 25.000 demandes de logement en attente.

Le gouvernement répond à la marge

Constatant la même situation, le gouvernement a lancé, mardi 3 février, « un plan triennal de réduction des nuitées hôtelières », « remplacées par des solutions plus pérennes », a indiqué l'entourage de la ministre du Logement, Sylvia Pinne, selon l'Agence France Presse. Parmi les textes législatifs, comme la loi SRU ou la loi Dal, il existe de « blocages » car la « crise du logement (est, ndlr) sous-estimée », les « politiques sociales du logement freinées par la rigueur ».

Le délégué général de la Fondation, Christophe Robert a également évoqué des obstacles idéologiques, qui consiste à « accompagner le marché » plutôt que de le réguler. Sans compter « une politique territoriale défaillante » et « le poids des lobbies » de l'immobilier.

En dépit de ces dispositifs et ces lois, « la mobilité ne se fait plus, les gens ont du mal à sortir des dispositifs d'aide », a indiqué Manuel Domergue. Raison pour laquelle, de plus en plus de personnes désabusées, ne demandent plus d'aide, préférant rester dans un logement insalubre ou dormir dans la rue plutôt que d'appeler chaque soir le 115.

« C'est un constat douloureux », a déploré devant la presse, le délégué général de la Fondation, Christophe Robert. « Les outils étaient calibrés en 1990, mais ça ne suit plus, en raison de la massification de la précarité ». D'après ce dernier, 2014 a été l'année de « renoncements profonds », avec le « détricotage de la loi ALUR », notamment sur l'encadrement et la garantie universelle des loyers, qui ont été restreints.

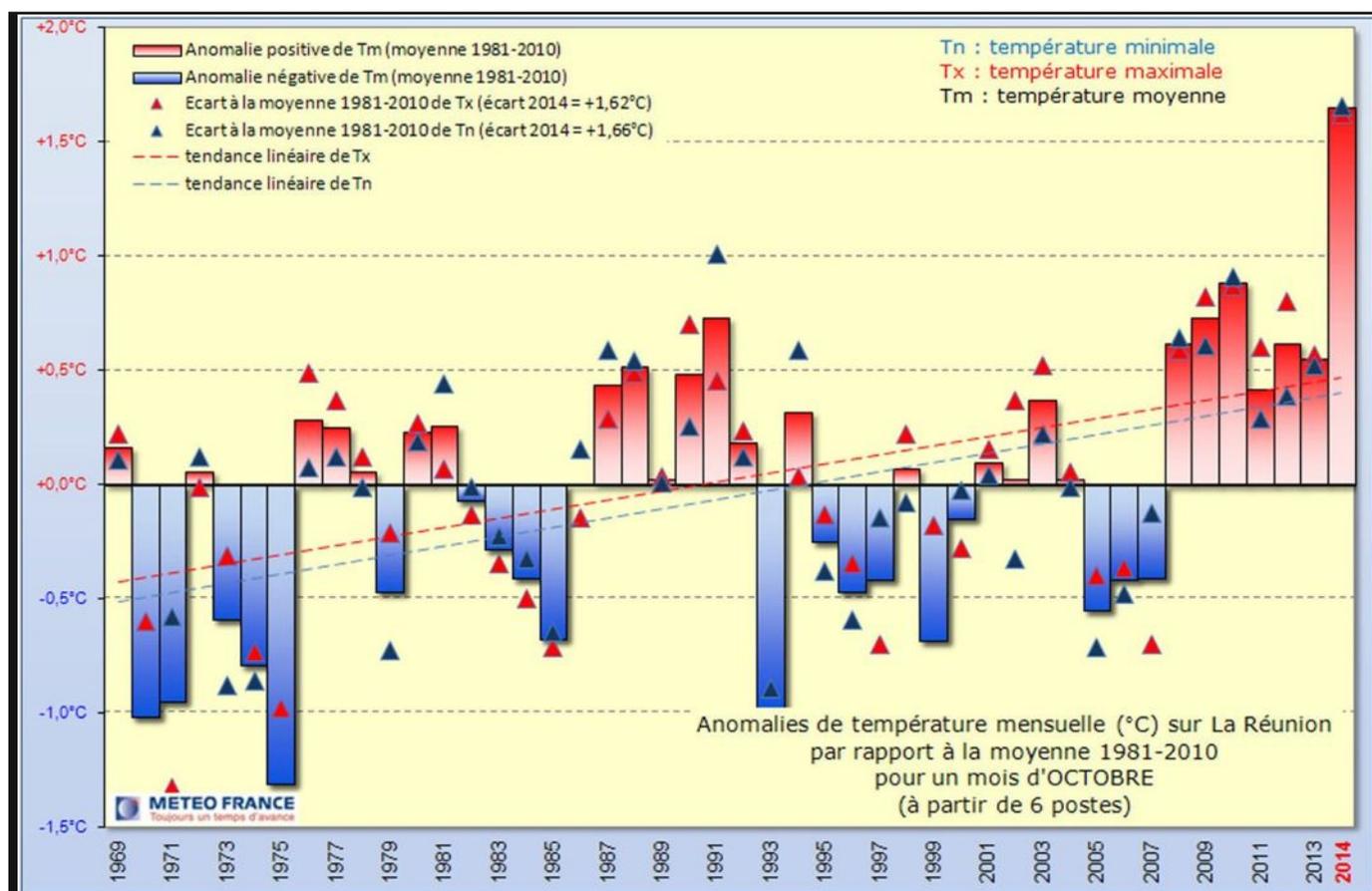
« Cela ne va pas dans le sens de la lutte contre les inégalités ». Christophe Robert a assuré que « le rapport pointe un changement de cap du gouvernement, mais les objectifs en termes de lutte contre le mal-logement restent les mêmes ».

Céline Tabou

Organisation météorologique mondiale

21e siècle est le plus chaud jamais enregistré

L'Organisation météorologique mondiale des Nations unies (OMM) a annoncé que les changements climatiques dévastateurs et les hausses de température vont se poursuivre dans un futur proche alors que le réchauffement planétaire devrait se maintenir.



Ce graphique de Météo France montre que les années sont de plus en plus chaudes (à droite en rouge). À La Réunion, c'est aussi la sécheresse qui s'installe. Ces phénomènes climatiques exceptionnels ne le sont plus, cela change tout.

L'OMM a également noté que le classement de 2014 comme « année la plus chaude jamais enregistrée » fait partie d'une tendance climatique plus large.

Le secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud, dans un communiqué rendu public lundi à New York, a déclaré que la tendance au réchauffement global est plus importante que le classement d'une année individuelle, et une analyse des données indique que 2014 a été nominalement la plus chaude enregistrée, même s'il y a très peu de différences entre les trois années les plus chaudes.

Il a souligné que des températures de la mer élevées ont contribué à

une pluviométrie exceptionnelle et à des inondations dans plusieurs pays et à une sécheresse extrême dans d'autres et que douze grandes tempêtes atlantiques se sont abattues sur le Royaume-Uni au cours des premiers mois de 2014, tandis que des inondations ont dévasté presque tous les Balkans tout au long du mois de mai.

Il a ajouté que les précipitations mensuelles au dessus de la côte Pacifique de l'Ouest du Japon pour le mois d'août 2014 ont été de 301 pour cent au dessus de la normale et les plus élevés depuis le recensement des statistiques dans cette région en 1946.

« Les divers impacts climatiques qui ont affecté les nations à travers

le monde tout au long de 2014 étaient, en fait, conformes aux prévisions d'un changement climatique », a indiqué M. Jarraud.

En outre, il a averti que 14 des 15 années les plus chaudes enregistrées l'ont toutes été au 21e siècle, en ajoutant que l'agence de l'ONU prévoyait que « le réchauffement climatique se poursuivrait étant donné que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et le réchauffement des océans nous promettent un avenir plus chaud ».

Forum de la jeunesse

Ban Ki-moon encourage les jeunes à s'impliquer dans le développement durable

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi les participants d'un Forum de la jeunesse à l'ONU à s'impliquer dans la définition d'un développement durable et à saisir l'opportunité qui se présente à eux afin de mettre fin à la pauvreté, lutter contre le changement climatique et combattre l'injustice.



A La Réunion, les jeunes subissent le chômage de masse. L'ONU appelle à ne pas gaspiller la jeunesse.

« Certains d'entre vous sont concentrés sur leurs études. Certains d'entre vous pensent peut-être à leur carrière. Je vais être honnête : c'est difficile », a dit Ban Ki-Moon lors de ce forum organisé par le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) au siège des Nations unies à New York.

Actuellement, le monde compte 1,8 milliard de jeunes gens, représentant un quart de la population mondiale. Beaucoup ont du mal à trouver du travail.

« 2015 n'est pas seulement une nouvelle année ; elle représente une chance pour changer le cours de l'histoire », a déclaré le chef de

l'ONU.

Cette année est celle de l'échéance fixée pour la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui avaient été adoptés il y a quinze ans. Des progrès ont été réalisés mais des défis persistent et l'ONU va définir une série de nouveaux objectifs de développement durable.

Le Forum de la jeunesse est une façon d'inviter les jeunes à s'impliquer dans les questions qui comptent pour eux, qu'il s'agisse de sécurité, d'emploi ou d'éducation. A travers le monde, 73 millions de jeunes gens cherchent du travail et beaucoup d'autres sont coincés dans des emplois où ils sont exploités.

Le président de l'ECOSOC, Martin Sajdik, a souligné pour sa part que « la question n'est plus de savoir si l'implication de la jeunesse est nécessaire mais comment la renforcer ». Il a encouragé les jeunes gens à exprimer leurs opinions sur le développement, le changement climatique et l'éducation.

« Il n'y a pas de doute que les jeunes gens sont confrontés à de multiples défis pour réaliser leur potentiel mais ils ne renoncent pas », a estimé de son côté l'envoyé du secrétaire général sur la Jeunesse, Ahmad Alhendawi.

Oté

Sakaroz sansa fruktoz ? L'inosan i doi pa pèy pou lo koupab !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi an apèrsoi zot osi koméla zot i sousyé la santé d'moun. Ala ké zot i anparl dyabète. Konmsi sa i égzis arienk jordu. Mi souvien, dann out prop famiy l'avé d'moun dsi zot vyé jour téi oi pi klèr, in pé l'avé pi lo doi d'pyé. San plézanté la koup bout par bout é lo dèrnyé bout la jété... Donk sa sé in n'afer ni koné ! Zot i kroi vréman i fo anbète demoun avèk sa. Sirtou pou parl kann ! Mé si kann lé si tèlman pa bon, kisa la mont dsi barikad avèk bann plantèr pou vanj pou sa, kisa la ède azot anbar la rout ziska dan la nuite, dé foi plis ? Kisa, sansa Paul Vergès épi d'ot ankor, parmi zot mèm, la fé lo kriyèr d'nuît pou sov bann plantasion ? Fransh vérité : soi li lé bon, soi li lé pa bon. Si lé bon i fo gardien ali, si li lé pa bon i fo fout lo karo a tèr, in poin é sé tou. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Matant, m'a dir aou in n'afer, ou lé dézolan ! Dabor, pou ou kann sé dosik solman, alé oir sé in ta d'zafèr ou i oz mèm pa majiné. In ta d'zafèr zordi, plis ankor domin, é plis i sava sé plis va tir z'afer dodan. Nout l'or vèr si ou i vé ! in l'or vèr mal péyé domaj.

Dé zyèm z'afer : dosik la boutik sé sak i apèl sakaroz, a plis 90 pour san. Mé d'après sak mi antan sé pa lo sakaroz lo koupab ladan. Sé lo friktoz, fason ké li lé fé koméla, l'otèr ! Sé li k'i fé lo li pou diabète dor d'dan. Alor kisa i pèy, lo koupab, l'inosan ? Normalman sé lo koupab . Mèl o koupab li lans kout milyon, kout milyar la piblisité pou vant son mové marshandiz, an siro sansa an kristalizé. Nou va rodiskite dé sa, pars in n'afer konmsa i pé pa pass profi-zé-pèrt, pars sé bann plantèr kann épi osi bann plantèr bétrav k'i sava pran lo shok . La pa jus sa ma tant ! tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Bate la mèr pou gingn l'ékime ! » – in kozman pou la rout !

Bate la mèr, sansa bate de lo : zot i koné sé pou trap poisson dann tramay. Si sé pa pou trapé, ou i pèrd out tan. Ou i trap arienk in bann ti valtaye poisson dann out filé, kaziman l'ékime. Donk i vo myé ou i fé pa ! Astèr nana in pé i koz for, i fé dézord, i bate dsi rozoir vide. Pou kosa ? Pou an avoir in zimaz dann l'opinyon, pou k'domoun i di sa in moun bon. Mé asiréman sa i fé pa nout afèr. Sa i sava pa dann nout z'intéré. Zot la pankor trouv sa dann tout bann palab ni antan koméla ? Fé travay zot koko, fé bouy zot matyèr griz, zot va oir si rant-rant ni tonm pa dakor rantre nou.